

Mulroney a longuement parlé des plans de «renouveau économique» qu'avait, pour le Canada, son jeune gouvernement élu depuis peu. Il a parlé de l'établissement de la conjoncture essentielle à une croissance renouvelée, de l'importance de maîtriser le déficit, du rôle des investissements et de l'importance du commerce.

Notre gouvernement venait à peine d'être élu après avoir proposé des politiques visant à relever les nouveaux défis auxquels faisait face le Canada : création d'emplois, amélioration de la compétitivité et instauration d'une croissance économique durable. En novembre 1984, nous avons rendu publique une stratégie détaillée afin d'aider les Canadiens à relever le défi de la nouvelle économie mondiale.

Pour nos critiques, il s'agissait d'un programme idéologique fondé sur une foi aveugle envers les forces du marché et sur un doute profond à l'égard du gouvernement. Comme dans nombre d'autres pays, il s'agissait en fait là d'une réaction pragmatique à deux réalités fondamentales de l'époque. La première, c'est que les pouvoirs publics ne peuvent pas plus aller à contre-courant du changement qu'ils ne peuvent inverser les marées de l'océan Atlantique. En deuxième lieu, il y avait beaucoup de choses à changer au Canada. Seule l'adaptation au changement inéluctable nous permettrait de maintenir notre niveau et notre qualité de vie.

Notre programme politique reconnaissait la nécessité pratique de déléguer au secteur privé et aux Canadiens en général des pouvoirs appartenant à l'État. Il fallait prendre des décisions fondées sur les besoins réels révélés par les pressions du marché plutôt que sur les décrets du gouvernement.

Nous avons reconnu que la base même de la croissance économique évoluait. Le progrès technologique et les connaissances ont continué de prendre la relève des ressources naturelles comme principale source de création de richesse.

Nous avons aussi compris que, sur le marché mondial, il fallait être compétitif à l'échelle internationale pour réussir. Les pays doivent se conformer à des normes internationales en matière de qualité et de prix.

Afin de relever les défis économiques et industriels du Canada, nous avons entrepris un programme de réformes d'envergure. Nous avons sabré dans la fonction publique et privatisé de nombreuses sociétés d'État. Nous avons déréglementé les secteurs des transports et de l'énergie afin de redonner aux coûts et aux prix le rôle qui leur revient dans l'économie.

Nous avons réformé le régime fiscal afin d'abaisser les taux et de réduire son rôle dans les décisions d'investissement.